

TOGO (Catégorie 2)

Le Togo est un pays d'origine et de transit pour les hommes, les femmes et les enfants victimes de la traite des personnes à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. La majorité des victimes togolaises sont exploitées dans le pays-même ; des enfants des zones rurales sont amenés dans la capitale, Lomé, et forcés à travailler comme domestiques, vendeurs ambulants et porteurs ou exploités comme prostitués. Des fillettes, mais aussi, dans une moindre mesure, des garçons originaires du Togo sont envoyés au Bénin, au Gabon, au Nigéria, au Ghana, en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo et y sont ensuite forcés à effectuer des travaux agricoles. Ainsi, le centre d'accueil d'une ONG en Côte d'Ivoire a signalé avoir accueilli trois enfants togolais au cours de l'année. Des enfants béninois et ghanéens sont recrutés et envoyés au Togo pour y être soumis au travail forcé. Les contrevenants sont autant des femmes que des hommes, souvent togolais, béninois ou nigériens. Certains cas ont été signalés de Togolaises recrutées d'une manière frauduleuse pour travailler au Liban, en Arabie Saoudite, aux États-Unis et en Europe, où elles sont ensuite soumises à la servitude domestique ou forcées à se prostituer.

L'État togolais ne satisfait pas totalement aux normes minimales visant l'élimination de la traite, mais fait des efforts importants dans ce sens. Il a ainsi fait des efforts modestes mais soutenus pour poursuivre et punir les contrevenants et protéger les victimes de la traite. Cependant, il n'a pas progressé au niveau de la mise au point et de la promulgation d'un montage législatif visant l'interdiction des actes de traite des adultes ; par ailleurs, sa capacité à suivre avec précision les données relatives aux poursuites judiciaires lancées à l'encontre des contrevenants et à la protection des victimes et à les disséminer dans l'ensemble des ministères publics a été gênée par ses ressources limitées.

Recommandations à l'intention du Togo : Augmenter les efforts pour faire condamner les contrevenants coupables de délits de traite et les sanctionner en conséquence, notamment à l'aide des dispositions juridiques en vigueur visant à poursuivre les responsables des délits de traite commis contre des adultes ; achever et promulguer le projet de loi visant l'interdiction du travail forcé et de la prostitution forcée des adultes ; former les responsables des services répressifs pour identifier les victimes de la traite au sein des populations vulnérables, telles que les femmes dans les réseaux de prostitution et les enfants sur les lieux de travail et les adresser aux services de protection sociale ; mettre au point un système permettant de suivre le nombre de victimes adressées aux ONG ou rendues à leurs familles au sein du ministère des Affaires sociales ; s'assurer que le plan d'action visant la mise en place d'une commission de coordination des activités de lutte contre la traite établisse une répartition claire des responsabilités et des affectations budgétaires entre elle-même et la Commission nationale d'accueil et de réinsertion sociale des enfants victimes de la traite (CNARSEVT) ; de concert avec les ONG, achever le transfert du Centre Oasis à l'État et s'assurer d'affectations budgétaires suffisantes pour son fonctionnement ; enfin, intensifier les efforts visant à sensibiliser le public sur les dangers de la traite.

Poursuites judiciaires

Au cours de l'année, l'État togolais a fait des efforts modestes en matière de répression de la traite des personnes. La loi togolaise n'interdit pas toutes les formes de traite, telles que la traite sexuelle des adultes, et définit mal le travail forcé et les sanctions prévues à ce niveau. Le Code de l'enfant de 2007 interdit toutes les formes de traite des enfants et prévoit des peines allant de deux à cinq ans de prison, sanctions suffisamment sévères, mais disproportionnées par rapport à celles prévues pour les délits graves, tels que le viol. Contrairement à la loi de 2005 sur le trafic d'enfant, le Code de l'enfant de 2007 comprend une définition solide de la traite et interdit la prostitution et le travail forcé des enfants. La loi sur le trafic d'enfants, elle, prévoit des peines de trois mois à dix ans de prison pour l'enlèvement, le transport et la réception d'enfants à des fins d'exploitation. L'article 4 du Code du travail de 2006 interdit le travail forcé et obligatoire ; cependant, les peines prévues (de trois à six mois de prison) ne sont pas suffisamment sévères et sa définition du travail forcé ou obligatoire comprend de vastes exceptions qui peuvent exclure certains actes de travail forcé. Par ailleurs, aucune action n'a été prise au cours de l'année pour promulguer les amendements au code pénal de manière à inclure des dispositions visant l'interdiction de la traite des adultes sous toutes ses formes. Au cours de la période couverte par le présent rapport, quatorze contrevenants, dont trois femmes, ont été arrêtés et accusés d'avoir soumis des enfants au travail forcé agricole ou domestique, alors qu'ils emmenaient vingt-quatre filles au Bénin pour les soumettre au service domestique forcé. Cinq contrevenants ont été poursuivis et déclarés coupables en vertu de la loi de 2005 relative à la traite d'enfants ; à la fin de la période couverte par le présent rapport, ils étaient toujours en prison à attendre le prononcé de leur sentence, de même que dix autres, reconnus coupables l'année précédente. Par ailleurs, neuf personnes soupçonnées de traite étaient en attente de leur procès. Au cours de l'année, l'État a mis en œuvre une nouvelle politique visant à poursuivre les

contrevenants dans la région d'appréhension du suspect plutôt que de transmettre l'affaire à Lomé, mais les tribunaux n'ont pas encore mis en œuvre cette nouvelle pratique. En mars 2010, le ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale a proposé aux responsables des services répressifs et au personnel judiciaire de deux régions une formation concernant le Code national de l'enfant, notamment la distinction entre les délits de traite et les autres formes d'exploitation des enfants. Au cours de la période couverte par le présent rapport, bien qu'il ait été fait état de cas où des contrevenants auraient soudoyé des gardes-frontières pour échapper aux contrôles à l'immigration, aucune enquête, poursuite judiciaire ou condamnation n'a été signalée à l'encontre de responsables publics pour complicité liée à la traite.

Protection

Au cours des douze derniers mois, l'État a poursuivi ses efforts pour fournir une protection modeste aux enfants victimes de la traite, mais n'a rien fait pour les victimes adultes. Il n'a pas mis en place de mesures d'identification des victimes parmi les prostitués mais il a pris des mesures visant l'identification proactive des enfants victimes du travail forcé. En novembre 2010, le ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale a proposé une formation aux policiers, gendarmes, avocats et douaniers sur l'identification des victimes de la traite. Bien que l'État n'ait pas consacré de ressources spécifiques aux victimes de la traite, le ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale a continué à opérer un service gratuit d'assistance téléphonique, Allô 111, qui a reçu, au cours de l'année, 380 appels concernant la traite, ainsi que le Centre communautaire de Tokoin, qui offre un refuge immédiat aux enfants victimes de la traite avant de les envoyer dans des refuges gérés par des ONG pour une prise en charge supplémentaire. Au cours de l'année, quarante-huit victimes identifiées par le biais d'Allô 111 ont ainsi été aiguillées par le ministère des Affaires sociales vers le Centre communautaire de Tokoin, mais étant donné qu'il n'existe pas de système formel d'aiguillage, le directeur du Service de protection des enfants devait parfois répondre personnellement aux appels et solliciter un financement auprès des ONG pour le transport des enfants au centre d'accueil sur une base ponctuelle. En 2010, l'État a remis 45.000 dollars É.-U. à une ONG qui s'occupait de vingt-quatre victimes de la traite aiguillées par l'État et le ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale a signalé avoir rendu vingt-quatre fillettes à leurs familles. L'État ne propose pas le statut de résident temporaire ou permanent aux victimes étrangères confrontées à des difficultés ou sujettes à des représailles dans leur pays d'origine. Selon les ONG, les victimes de la traite n'ont pas été détenues, emprisonnées ni condamnées à des amendes en raison d'actes illégaux commis en tant que victimes de la traite. Cependant, il n'existait pas de processus formel visant à encourager les victimes à apporter leur assistance dans le cadre des poursuites lancées contre les contrevenants et on ignore si certaines d'entre elles y ont participé au cours de l'année.

Prévention

Au cours de l'année, l'État togolais a intensifié ses efforts en matière de prévention de la traite. Ainsi, en août 2010, pendant toute une semaine, le ministère des Affaires sociales, en partenariat avec une ONG locale, a, dans des régions ciblées, lancé une campagne radio de sensibilisation aux dangers de la traite des enfants. La CNARSEVT, commission nationale de lutte contre la traite qui regroupe des représentants de l'État et des ONG et se concentre sur la réinsertion des enfants victimes de la traite, a reçu une allocation budgétaire d'environ 20.000 dollars É.-U. pour l'année, qu'elle a utilisée pour financer les coûts administratifs et les efforts en matière de protection des victimes. En décembre 2010, l'État a reçu une délégation gabonaise afin de discuter de la mise en place d'un accord bilatéral d'extradition des individus soupçonnés de traite et de rapatriement des victimes, mais aucune mesure n'a été prise à la suite de cette réunion. L'État a également signalé avoir commencé à prendre certaines mesures pour créer une nouvelle commission de coordination des activités de lutte contre la traite et indiqué vouloir prendre la direction d'un centre d'accueil actuellement opéré par une ONG, mais ces initiatives n'ont pas été menées à bien pendant l'année du présent rapport. Toujours au cours de la même période, l'État a augmenté de 26 à 62 le nombre de ses inspecteurs du travail, dont les responsabilités comprennent justement l'identification des victimes de la traite, mais cela n'a mené à aucune arrestation et aucune mesure visible n'a été prise pour réduire la demande d'actes sexuels commerciaux. Enfin, l'État a proposé une formation sur la lutte contre la traite à ses soldats avant leur déploiement à l'étranger dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix.